

**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

OBJET DU MARCHÉ

Saint-Aubin du Cormier – 35 – Caserne Général LEMONNIER – 11° RAMA
Regroupement de la fonction instruction EIC-NEB-SIMU
Etude géotechnique

Montant du marché	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>
Imputation budgétaire	Mission défense
N° EJ	Voir courrier de notification
Numéro de marché	25PRNS009

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

1.1 Généralités

Le présent marché a pour objet la réalisation d'études géotechniques G2 AVP, G2 PRO, et G4 pour les bâtiments 0114, 00115 et 0402 de la caserne Lemonnier à Saint Aubin du Cormier (35).

Le contexte, les enjeux et le contenu détaillé de la mission sont décrits aux articles 1 à 5 du CCTP.

1.2 Parties techniques

PT n°	Intitulé
1	Reconnaissance des fondations des bâtiments existants et Etude géotechnique de conception (G2) Phase avant-projet (AVP)
2	Etude géotechnique de conception (G2) - Phase projet (PRO)
3	Supervision géotechnique d'exécution (G4)

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques décrites au présent CCAP.

1.3 Livrables

Le titulaire remet un rapport à l'issue de chacune des parties techniques, conformément à l'article 9 du CCTP.

1.4 Reprise des documents

A réception des documents, le maître d'ouvrage se garde la possibilité d'accorder un délai de 15 jours supplémentaires au titulaire, en cas de demande de sa part de reprise des documents. Le titulaire est tenu de prendre en compte les observations du maître d'ouvrage.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHÉ

La date de commencement de chaque partie technique est fixée par ordre de service, pour une durée globale estimée à 42 (quarante-deux) mois.

PT n°	Durée d'exécution	Commencement	Date estimative
1	2 mois	Par OS	4 ^e trim.2025
2	2 mois	Par OS	2 ^e trim.2026
3	3 mois	Par OS	2 ^e trim.2027

ARTICLE 3 : MONTANT DU MARCHÉ

Se référer à l'acte d'engagement ci-dessous.

En cas de prix unitaires, le montant des sommes dues pourra être établi sur la base de constats contradictoires.

ARTICLE 4. INTERVENANTS

• Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est Monsieur l'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Philippe BRISEMURE, Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

• Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de RENNES. Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le PCO de RENNES.

L'interlocuteur privilégié est :

M. Jean François CABANNES

02 23 35 21 44

jean-francois1.cabannes@intradef.gouv.fr

• Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé. Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

- **Sous-traitance**

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Pour chaque sous-traitant les pièces suivantes doivent être fournies :

- la déclaration de sous-traitance DC4,
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN),
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- un RIB si le sous-traitant a droit au paiement direct,
- une caution bancaire si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées (qualifications professionnelles ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé).

ARTICLE 5. PROCEDURE

Le présent contrat est un marché public en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- **Pièces particulières**
- Lettre de notification, présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- Actes spéciaux de sous-traitance
- Cahier des clauses techniques particulières
- Offre technique du titulaire

- **Pièce générale :**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de PI, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

- **Forme des prix**

Les prix sont forfaitaires.

- **Modalités de règlement des prestations**

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise, ainsi que le code du service exécutant. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
- L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - o le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - o le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
 - o le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
 - o le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - o le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

Pour faciliter votre démarche sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>, les éléments suivants sont à utiliser :

- SIRET à utiliser pour le dépôt des factures sous CHORUS PRO : 110 002 011 00044
- Code de service exécutant (SE) : **D10711K035**
- Adresse de facturation à indiquer : ESID de Rennes, 1 rue du Garigliano, RENNES

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

• Variations de prix

Les prix sont révisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations, est :

Index	Intitulé de l'index
ING	Ingénierie 2010

La révision est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule : $C_n = I_n / I_0$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant le mois d'exécution des prestations. En cas de prestations réalisées sur plusieurs mois, le mois n est le dernier mois de la période d'exécution.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

ARTICLE 8 – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 9 - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI et des articles 10 et 11 du CCTP.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable un abattement sur la facture au titre des pénalités calculées comme suit : $P = (V \times R) / 100$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard calculé en jours calendaires.

Le montant des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant total du marché. Au-delà, les pénalités de retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire.

Autres pénalités :

- Retard dans la remise de document à fournir : **50 € par jour calendaire de retard, par document**
- Absence à une réunion : 100 € par absence.

ARTICLE 11 – NEGOCIATION

En application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, afin,

notamment, d'autoriser les candidats à régulariser une offre irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 et suivants du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement. Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante : <https://www.eattestations.com/index.php/comm ent-ca-marche/pour-les-declarants>

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/PI, le candidat retenu doit justifier avant la

notification du marché, être titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 14 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire peut être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérifications.

Si une mise au point des prestations est nécessaire, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour se conformer aux observations du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 29.1.1 du CCAG/PI, la décision d'admission prend effet à la date d'achèvement des prestations fixée par le RPA sur proposition du maître d'ouvrage ou en cas d'admission tacite, au terme du délai imparti pour procéder aux opérations de vérification.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS

Les articles du CCAG applicable auxquels il est dérogé sont les suivants :

Articles présent CCAP	Articles CCAG-PI
4	3.6.2
6	4.1
7	11.6
7	14
10	14.1
13	9.2
14	28.5
14	29.1.1

ACTE D'ENGAGEMENT

Je soussigné (nous soussignés),..... [nom, prénom, fonction]

Agissant

■ en mon nom personnel ¹

■ au nom et pour le compte de la société ² :

Adresse :

N° de téléphone :

Immatriculée à l'INSEE :

- N° SIRET :

- N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

- N° intracommunautaire :

- N° code N.A.F. :

- Courriel :

- Courriel afférent au compte E-attections :

- P.M.E. : **oui** ou **non**

NOTA : JOINDRE UN RIB

Après avoir pris connaissance du présent dossier et des documents qui y sont mentionnés ;

M'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, à exécuter les prestations ci avant au prix de :

.....euros H.T. (en chiffres), soit

..... (en toutes lettres)

soit :euros **T.T.C.** (en chiffres).

Le **délai de validité des offres est de 120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par les modalités de la consultation.

¹ Rayer la mention inutile

² Rayer la mention inutile

Je (nous) déclare (déclarons) sur l'honneur, en application de l'article L.2141 du code de la commande publique :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

Je (nous) m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin.

Fait en un seul original

A, le

Mention "Lu et approuvé"

Cachet(s) et signature(s) du(des) cocontractant(s) habilité(s)
à engager la société

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Rennes, le

L'ACHETEUR (Représentant du pouvoir adjudicateur)

Notification électronique³ le

³ Joindre l'accusé de réception électronique au fichier informatique relatif à l'acte d'engagement.